



**CTB**

**AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT**

# **RAPPORT DE FORMULATION**

## **PROJET D'APPUI AUX ORGANISATIONS BURUNDAISES PAR LE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DES RESSOURCES HUMAINES (PAORC)**

**BURUNDI**

**CODE DGD : NN 3014021**

**CODE NAVISION : BDI 10 888 11**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>ABRÉVIATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>1 DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE SUIVIE.....</b>	<b>5</b>
1.1 CONTEXTE .....	5
1.2 DÉROULEMENT DE LA FORMULATION ET APPROCHE .....	5
1.3 VALIDATION DE L'IDENTIFICATION.....	7
<b>2 FICHE ANALYTIQUE DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>11</b>
2.1 FICHE INITIALE .....	11
2.2 FICHE AMENDÉE .....	12
<b>3 CONTEXTE SECTORIEL.....</b>	<b>13</b>
<b>4 ÉTUDES ADDITIONNELLES .....</b>	<b>14</b>
<b>5 DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER.....</b>	<b>15</b>
<b>6 ANALYSE DES RISQUES.....</b>	<b>16</b>
<b>7 THÈMES TRANSVERSAUX .....</b>	<b>17</b>
<b>8 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE.....</b>	<b>18</b>
<b>9 ANNEXES.....</b>	<b>20</b>
9.1 ANNEXE 1: LISTE DES PERSONNES CLÉES RENCONTRÉES .....	20
9.2 ANNEXE 2: PV DE LA RÉUNION DE LA SMCL DE RESTITUTION DE LA MISSION DE FORMULATION (21/06/2103) .....	30
9.3 ANNEXE 3: PV DRAFT DE LA RÉUNION DE LA SMCL DE VALIDATION TECHNIQUE DU DTF (05/11/2013) .....	36

## ABRÉVIATIONS

ACBF	African Capacity Building Foundation
ADLP	Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Lutte contre la Pauvreté – financé par la GIZ en appui au MDC
ASAP (Bureau ASAP)	Amélioration des Structures de l'Administration Publique
BAD	Banque Africaine de Développement
BCD	Bureau de la Coopération au Développement (BCD) à l'ambassade belge
BESD	Bureau d'Etudes Stratégiques pour le Développement ; auprès de la Présidence
CAPAD	Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement
CMO	Convention de Mise en Œuvre
CNFAD	Centre National de Formation des Acteurs de la Décentralisation
COMPAR	Comité des Partenaires
CSLP	Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté
CTB	L'Agence belge de développement (précédemment nommé la 'Coopération Technique Belge')
Damino	Logiciel / système informatique et base de donnée pour la gestion des bourses belges
DG	La Direction Générale ou le Directeur Général
DGD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DGFP	La Direction générale de la Fonction publique
DRH	Développement des Ressources Humaines
DTF	Dossier Technique et Financier
ENA	Ecole Nationale d'Administration
FCE	Fonds Commun de l'Education
FCE / GPE	Fonds Commun de l'Education / Global Partnership for Education
FORSC	Forum pour le Renforcement de la Société Civile
GCP	Groupe de Coordination des Partenaires
GIZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
GRH	Gestion des Ressources Humaines
IF	Instituts de Formation
LMD/BMD	Système Bologne de l'enseignement supérieur : licence – maîtrise – doctorat / bachelor – master – doctorate (PhD)

LPNRC	Lettre de Politique Nationale de Renforcement des Capacités
MDC	le Ministère du Développement Communautaire
MEBSEMFPFA	Ministère de l'enseignement de base et secondaire, de l'enseignement des métiers, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation
MFPDE	Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
MFPTSS	Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OB	Organisations Bénéficiaires
OSC	Organisations de la Société Civile
OSCAR	Projet 'Organisations de la Société Civile Appuyées et Renforcées'; projet financé par l'Union Européenne
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Organisationnel au Secteur Agricole burundais.
PAISS	Programme d'Appui Institutionnel au Secteur de la Santé
PAORC	Projet d'Appui aux Organisations burundaises par le Renforcement des Compétences des Ressources Humaines
PIC	Programme Indicatif de Coopération (stratégie planification multi-annuelle pour la coopération bilatérale au niveau du pays partenaire)
PNGP	Politique Nationale de Gestion des Performances
PNRA	Programme National de Réforme de l'Administration
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRGE	Programme de Renforcement des Capacités de Gouvernance Economique
PTF	Partenaires Techniques et Financiers (PTF internationaux qui appuient le développement du Burundi)
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RC	Renforcement des Capacités
RCRH	Renforcement des Compétences des Ressources Humaines
RH	Ressources Humaines
SMCL	Structure Mixte de Concertation locale
SNRC	Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

# 1 DESCRIPTION DE LA DÉMARCHE SUIVIE

## 1.1 Contexte

L'intervention fait partie d'une série de nouveau programme bourses qui seront mis en œuvre dans les pays partenaires de la coopération bilatéral belge directe. Ces programme remplaceront les appuis annuels des bourses individuelles, conformément à la nouvelle politique de la coopération belge sur les bourses. Le nouveau programme des Bourses prendra la forme d'un programme bilatéral pluriannuel régi par une Convention Spécifique et un Dossier Technique et Financier.

La fiche d'identification a été transmise par le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale à l'Ambassade de Belgique le 31 janvier 2013. Cette fiche a été approuvée lors du comité des partenaires au mois de juin 2013.

## 1.2 Déroulement de la formulation et approche

### 1.2.1 L'équipe de formulation

L'équipe de formulation était composée de :

- Le conseiller des opérations de la CTB Siège (manager de formulation).
- Le chargé de programme et le collaborateur chargé de Bourses de la CTB Siège
- Le chargé de programme du secteur de l'éducation de la CTB au Burundi
- Le collaborateur chargé de Bourses de la CTB au Burundi
- Un expert Gouvernance (EST-CTB-siège)
- Un expert Santé (EST-CTB-siège)
- Un expert Education (EST-CTB-siège)
- Un expert Agriculture et Développement Rural (EST-CTB-siège)

Experts faisant objet d'un appel d'offre :

- Un expert international en renforcement de capacités
- Un consultant national, spécialiste en formation

### 1.2.2 Etapes de la formulation

#### 1.2.2.1 Préparation de la formulation

- Préparation des Termes de Références sur la base de la fiche d'identification (CTB siège, Mars 2013)
- Réunion de concertation et d'approbation des Termes de Référence de la formulation (CTB Burundi, réunion tenue le 17/04/2013 en présence du manager de formulation, le partenaire, les représentants de l'ambassade et de la CTB Burundi) ;
- Lancement de 2 appels d'offres pour le recrutement du consultant international et national, infructueux (mai-juin 2013) ;

- Recrutement de l'expert international et national (juin 2013)

### **1.2.2.2 Mission de formulation au Burundi**

#### **1.2.2.2.1 Mission de cadrage de la formulation**

La mission de cadrage de la formulation s'est déroulée du 17/04/2013 au 24/04/2013 par le manager de formulation, Ann Dedeurwaerdere. L'objectif de la mission était d'assurer une compréhension commune de la nouvelle approche bourses et la fiche d'identification par les différentes parties prenantes, et faire une première analyse de besoins et d'en tirer les premières conclusions pour définir les orientations stratégiques et l'ancrage de l'intervention.

Pendant cette mission, le manager de formulation avec le programme officer éducation de la CTB au Burundi ont rencontré les intervenants principaux (les institutions nationales, les différents acteurs concernés dans le domaine de renforcement des capacités, l'ambassade de Belgique, les autres bailleurs impliqués).

#### **1.2.2.2.2 Mission de formulation**

La deuxième mission s'est déroulée du 09/06/2013 au 23/06/2013. L'équipe de la mission de formulation était composée de :

- Ann Dedeurwaerdere, manager de formulation, CTB Bruxelles
- Marino Orban, le chargé de programme Bourses, CTB Bruxelles
- Hervé Corbel, le chargé de programme du secteur de l'éducation, CTB Burundi
- Marie-louise Ntitegekwa, le collaborateur chargé de Bourses, CTB Burundi
- Patrick Stoop, expert international en renforcement de capacités
- Boniface Ciza, consultant national, spécialiste en formation

L'objectif de cette mission était de définir avec le partenaire les orientations stratégiques, la planification opérationnelle et les modalités d'exécution ainsi que l'ancrage de l'intervention.

Pendant cette mission, l'équipe de formulation a continué les discussions avec les intervenants principaux (cf. annexe 1 liste des personnes rencontrées).

A la fin de cette mission, les propositions stratégiques ont été présentées aux principaux intervenants pour validation. Ensuite une réunion de SMCL de restitution de la mission de formulation du PAORC a été tenue à la représentation de la CTB au Burundi le 24/06/2013, pour la présentation de l'aide-mémoire et l'approbation des conclusions (cf. annexe 2, PV de la réunion de la SMCL de restitution de la mission de formulation du 24/06/2013).

### **1.2.2.3 Rédaction du Rapport de formulation**

- Elaboration du Rapport de formulation provisoire par l'équipe de formulation (juillet/août 2013)
- Validation technique interne à la CTB (23/09/2013)
- Finalisation du Rapport de formulation provisoire
- Envoi au partenaire pour commentaires (14/10/2013)
- Restitution (03/11/2013)
- Finalisation du Rapport de formulation (12/11/2013)

### 1.2.3 Approches de la formulation

La formulation s'est réalisée en plusieurs étapes, afin de s'assurer une meilleure compréhension du contexte.

**Les principes de base de la formulation sont :**

- Une participation active et stratégique des institutions du pays partenaire ;
- Une focalisation sur le renforcement organisationnel des structures du pays partenaires ;
- Une sélection des organisations bénéficiaires axée sur les secteurs prioritaires et les zones d'intervention définies dans le PIC ;
- Une focalisation plus explicite sur les bourses locales/régionales ;
- A tout moment de la réflexion et de la planification, l'équipe de formulation a visé à un alignement aux politiques nationales/sectorielles de renforcement de capacités, basé sur une réflexion critique. Elle a eu également en vue la complémentarité avec les autres interventions du portefeuille bilatéral, en particulier l'harmonisation avec les secteurs prioritaires ;
- Une mise en cohérence a été recherchée avec les engagements des autres PTFs dans le domaine de renforcement de capacité ;
- Le dossier technique et financier est rédigé de manière à donner suffisamment de marge de manœuvre et de flexibilité lors de l'exécution en fonction des besoins et du contexte.

**La formulation s'est appuyée sur :**

- Une analyse des documents législatifs, stratégiques et politiques dans le domaine des Renforcement des capacités ;
- Une analyse des éléments de stratégie, du cadre institutionnel et organisationnel, ainsi que des thèmes transversaux ;
- Une étude des synergies entre les différentes prestations soutenues par la coopération belgo-burundaise et les autres bailleurs qui interviennent dans le domaine ;
- Des rencontres avec les différentes parties concernées (partenaires étatiques, PTF, secteur privé, société civile).

### 1.2.4 Restitution

Le rapport de formulation a été restitué et validé lors d'une réunion de SMCL avec les représentants du partenaire, de la CTB Burundi et de l'Ambassade de Belgique, le 03/11/2013 (cfr. annexe 3, PV de la réunion de la SMCL de validation technique du DTF).

## 1.3 Validation de l'identification

La fiche d'identification initiale a été changée au niveau :

- du nom de l'intervention,
- de l'objectif global,
- de l'objectif spécifique,
- de l'ancrage principal (institution partenaire)

- de la durée de l'intervention,
- de la contribution belge

Par ailleurs, les résultats de l'intervention ont été définis et sont maintenant précisés dans la fiche modifiée.

Ci-après ces différentes modifications sont présentées et argumentées.

#### **A. Dénomination de l'intervention :**

##### Nom initial

« Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du Burundi par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences »

##### Nouveau nom

« Projet d'Appui aux Organisations burundaises par le Renforcement des Compétences des Ressources Humaines (PAORC) »

##### Explication

Tout en assurant son alignement sur les objectifs nationaux de renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles et sociétales, le projet intervient au niveau du développement des capacités individuelles; c'est-à-dire au niveau du renforcement des compétences des ressources humaines des organisations burundaises appuyées par le projet.

En appliquant la nouvelle 'stratégie bourses' de la coopération belge, le nouveau projet se situe explicitement en appui à des organisations burundaises, sélectionnées en tant qu'organisation bénéficiaires.

Ce nouveau nom résulte aussi d'une exercice d'harmonisation entre les processus de formulation pour plusieurs nouveaux projets, envisagés dans plusieurs pays (Burundi, Bénin, ...), afin de poursuivre les efforts précédemment entrepris par les 'programmes annuels de bourses'.

#### **B. Objectif général :**

##### Version initiale

« Les capacités humaines pour le développement du Burundi sont durablement renforcées. »

##### Nouvelle version

« Les capacités individuelles, organisationnelles, institutionnelles et sociétales sont durablement renforcées en phase avec les besoins de développement socio-économique du Burundi. »

##### Explication

Dans la fiche d'identification initiale, l'objectif général est plus spécifique (puisque concentré sur le premier pallier de renforcement des capacités, les capacités humaines) que l'objectif spécifique (qui vise le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles).

La nouvelle formulation de l'objectif spécifique est plus logique car l'objectif général s'aligne sur la totalité des ambitions de renforcement des capacités, auquel le projet contribue, et l'objectif spécifique se focalise spécifiquement sur le renforcement des capacités individuelles, qui constitue le premier palier des ambitions de la Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités (SNRC) et le ciblage direct de ce projet.

Cet objectif général s'aligne donc explicitement sur les ambitions de la SNRC et se positionne en complémentarité et en synergie avec les autres interventions de la CTB.



### **C. Objectif spécifique :**

#### Version initiale

« Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions bénéficiaires de la coopération bilatérale sont améliorées par la formation de leur personnel. »

#### Nouvelle version

« Les compétences des ressources humaines des organisations bénéficiaires des secteurs prioritaires de la coopération belgo-burundaise sont durablement renforcées en phase avec leurs besoins stratégiques. »

#### Explication

L'objectif spécifique met en évidence que le renforcement des compétences entrepris par le projet cible principalement le développement durable des ressources humaines des organisations bénéficiaires du projet.

Cet objectif spécifique précise également que le projet se focalise sur les secteurs prioritaires de la coopération belgo-burundaise.

### **D. L'ancrage principal / l'institution partenaire :**

#### Version initiale

« Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale »

#### Nouvelle version

« La structure nationale chargée de la coordination et du suivi de la mise en œuvre de la SNRC ». Conformément aux textes stratégiques sur la SNRC, le pilotage de la SNRC est prévu au niveau du MFPDE en donc aussi l'ancrage du PAORC. Au cas où des changements à ce niveau sont décidés, le pilotage du projet sera adapté en conséquence.

#### Explication

Un ancrage principal au niveau du « Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale » était devenu difficile car le projet ne se limite pas à des organisations de la fonction publique, mais se positionne explicitement en appui également à des organisations non-gouvernementales qui ont un rôle important pour les secteurs prioritaires de la coopération belgo-burundaise.

Par ailleurs la nouvelle SNRC offre des opportunités importantes d'alignement et d'harmonisation dans le domaine du renforcement des compétences et l'ancrage auprès de la structure de coordination de la SNRC offre des opportunités de levier pour les efforts que l'intervention entreprendra pour promouvoir des approches plus efficaces de renforcement des compétences.

Le choix d'ancrer le projet avec son unité de gestion et de coordination au sein d'un ministère est en tous les cas priorisé vu le principe d'alignement que le projet adopte, comme toutes les autres interventions de la CTB au Burundi. Puis ne pas s'ancrer dans un ministère et créer une unité de gestion et de coordination séparée/parallèle est beaucoup plus coûteux.

### **E. Durée de l'intervention :**

#### Version initiale

« 36 mois pour l'exécution (48 mois à partir de la signature de la CS) »

#### Nouvelle version

« 60 mois pour l'exécution (84 mois à partir de la signature de la CS) »

### Explication

Les ambitions nouvelles de cette intervention, ciblant des approches plus efficaces de renforcement des compétences et des effets de levier en appuyant et s'intégrant dans la SNRC requièrent une période de démarrage suffisamment longue.

Par ailleurs, les stratégies d'intervention choisies nécessitent des accompagnements intensifs, ne permettant pas de démarrer trop de chantiers à la fois, et des appuis poursuivis avec une durée suffisante.

Étant donné les éléments susmentionnés, le budget disponible et la capacité d'exécution financière des stratégies d'intervention choisies, une durée d'exécution de 5 ans est retenue, y compris le démarrage et la clôture du projet.

## **F. Résultats**

Le tableau ci-dessous reprend les 5 résultats, et les sous-résultats correspondants, qui ont été définis lors de la formulation.

<p>1. La mise en œuvre de la SNRC est appuyée dans le domaine de renforcement des compétences des ressources humaines</p> <p>1.1. La diffusion de la SNRC par la nouvelle structure de coordination est appuyée</p> <p>1.2. Une compréhension commune des stratégies et mécanismes efficaces de renforcement des compétences est assurée parmi les acteurs clés</p> <p>1.3. Les mécanismes de suivi-évaluation relatifs au renforcement des compétences sont opérationnels et les leçons apprises correspondantes sont capitalisées</p> <p>2. Les capacités des instituts de formation sélectionnés sont renforcées</p> <p>2.1. Les capacités de l'ENA sont renforcées</p> <p>2.2. Les capacités des autres instituts de formation sélectionnés sont renforcées</p> <p>3. Les ressources humaines sont développées dans des domaines de compétence communs des secteurs prioritaires</p> <p>3.1. Les compétences en GRH sont renforcées, partagées et mises à profit</p> <p>3.2. Les compétences sont renforcées pour répondre à d'autres besoins communs prioritaires</p> <p>4. Les ressources humaines sont développées dans des domaines de compétence spécifiques aux secteurs prioritaires</p> <p>4.1. Les compétences spécifiques au secteur agricole sont renforcées et mises à profit</p> <p>4.2. Les compétences spécifiques au secteur de l'éducation sont renforcées et mises à profit</p> <p>4.3. Les compétences spécifiques au secteur de la santé sont renforcées et mises à profit</p> <p>4.4. Les compétences spécifiques au secteur de la gouvernance sont renforcées et mises à profit</p> <p>5. Les continuations du programme de bourses antérieures sont assurées</p>
---

## 2 FICHE ANALYTIQUE DE L'INTERVENTION

### 2.1 Fiche initiale

**Titre :** Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences.

N° d'intervention DGD	NN 3014021
Code Navision CTB	BDI 10 888 01
Institution partenaire	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
Durée de l'intervention	36 mois pour l'exécution (48 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	2013
Contribution du pays partenaire	n.d.
Contribution belge	8.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	43081
Brève description de l'intervention	L'objet de la prestation est le renforcement des capacités institutionnelles par l'amélioration de la qualité du savoir-faire des ressources humaines Dans ce cadre la coopération belge accorde au Burundi chaque année un montant important pour le financement de bourses d'études. Le caractère individuel de l'ancien programme annuel de bourses hors projet a poussé la Coopération belge à penser à un système pluriannuel beaucoup plus institutionnel se basant sur les besoins réels du gouvernement burundais.
Objectif global	Les capacités institutionnelles du Burundi sont renforcées
Objectif spécifique	Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions bénéficiaires de la coopération bilatérale sont améliorées par la formation de leur personnel
Résultats	n.d.

## 2.2 Fiche amendée

**Titre :** Projet d'Appui aux Organisations burundaises par le Renforcement des Compétences des Ressources Humaines (PAORC)

N° d'intervention DGD	NN 3014021
Code Navision CTB	BDI 10 888 11
Institution partenaire	Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
Durée de l'intervention	60 mois pour l'exécution (84 mois à partir de la signature de la CS)
Date de l'intervention	2013
Contribution du pays partenaire	Burundi
Contribution belge	8.000.000 euros
Secteur (codes CAD)	43081
Brève description de l'intervention	L'objet de la prestation est le renforcement des compétences des ressources humaines des organisations burundaises.
Objectif global	Les capacités individuelles, organisationnelles, institutionnelles et sociétales sont durablement renforcées en phase avec les besoins de développement socio-économique du Burundi.
Objectif spécifique	Les compétences des ressources humaines des organisations bénéficiaires des secteurs prioritaires de la coopération belgo-burundaise sont durablement renforcées en phase avec leurs besoins stratégiques.
Résultats	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mise en œuvre de la SNRC est appuyée dans le domaine de renforcement des compétences des ressources humaines</li> <li>2. Les capacités des instituts de formation sélectionnés sont renforcées</li> <li>3. Les ressources humaines sont développées dans des domaines de compétence communs des secteurs prioritaires</li> <li>4. Les ressources humaines sont développées dans des domaines de compétence spécifiques aux secteurs prioritaires</li> <li>5. Les continuations du programme de bourses antérieur sont assurées.</li> </ol>

### 3 CONTEXTE SECTORIEL

Voir description du contexte DTF Chapitre 1.1 et 1.2.

## 4 ETUDES ADDITIONNELLES

Aucune étude additionnelle n'a été conduite dans le cadre de la formulation.

## 5 DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER

Voir dossier ci-joint.

## 6 ANALYSE DES RISQUES

Voir Dossier Technique et Financier ci-joint.



## 7 THÈMES TRANSVERSAUX

Voir Dossier Technique et Financier ci-joint.

## 8 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

### 1. Stratégie RC

- Programme National de Réforme de l'Administration – PNRA (MFPTSS, mars 2012) ;
- Lettre de Politique Nationale de Renforcement des Capacités - LPNRC (MFPDE, 2012) ;
- Projet de la Stratégie Nationale de Renforcement des Capacités – SNRC (MFPDE, novembre 2011) ;
- Plan de suivi/évaluation de la SNRC, document provisoire (MFPDE, décembre 2012) ;
- Politique Nationale de Gestion des Performances dans l'Administration Publique – PNGP (MFPTSS, novembre 2012) ;

### 2. L'ENA

- Projet de décret portant réorganisation et fonctionnement de l'école nationale de l'administration – ENA ;

### 3. Secteur Agriculture

- Plan National d'Investissement Agricole -PNIA (2012-2017, MinAgric, juin 2011) ;
- Stratégie Agriculture Nationale (2008-2015, SAN) ;
- ISABU :  
Document de politique de Formation (ISABU) ;  
Plan de Formation provisoire (2013-2015), proposé par la Commission Formation ;  
Plan Directeur de la Recherche ;
- PAIOSA (volet PAI), Rapport besoins en formations et coordination des interventions en matière de RC au sein du MINAGRI (septembre 2011) ;
- PAIOSA, (volet PAI), TdR pour une consultance en DRH (janvier 2013) ;
- DTF PAIOSA I et PAIOSA II ;
- Fiche d'identification PAIOSA III ;

### 4. Secteur de l'Education

- Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de Formation (PSDEF, 2012-2020) ;
- Enseignement Technique et Professionnel :
  - o Missions et cadre opérationnel des pôles de compétence, rapport final, APEFE/BEET (2012)

### 5. Secteur de la santé

- Plans Sectoriel de la Santé (2011-2015,PNDS) ;
- Plan stratégique national des développement des RH pour la santé (2010-2014) (DMSPLS, Direction des RH, Mai 2011) ;
- Politique de développement des RH pour la santé (Direction des RH – janvier 2010) ;
- Développement des RH au Burundi. Réforme des formations paramédicales (Document d'orientation 2007-2012) ;
- TDR pour l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan opérationnel de formation du personnel de santé du Ministère de Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA au Burundi (PAISS, 2013) ;
- Rapport de mission Unité Bourses CTB BXL (Marino Orban, 2013) ;
- DTF PAISS ;

### 6. Secteur de la justice

- Rapport d'analyse des besoins en formation liée aux techniques de management dans les services centraux du Ministère de la Justice, Programme Justice (AIOJ, BDI0703511) ;

- Centre de Formation Professionnelle de la Justice (CFPJ) :
    - o Document référentiel, Formation Initiale des Magistrats des Juridictions Supérieures, rapport final, janvier 2012 (IAP) ;
    - o AIOJ (BDI073511), Préparation du profil de poste et statut du personnel administratif et technique pour le Centre de Formation Professionnelle de la Justice (CFPJ), rapport provisoire, 2012 (I&D) ;
  - DTF Appui Institutionnel et Organisation au secteur de la Justice (AIOJ) ;
- 7. Décentralisation**
- Plan triennal de formation des acteurs de la décentralisation (Ministère du développement communal, version provisoire, novembre 2012) ;
  - Plan de renforcement des capacités des communes (développé par le projet décentralisation Cibitoke) ;
- 8. Thèmes transversaux**
- Guide de l'intégration du genre dans la mise en œuvre du PNRA Post-conflit au Burundi (ONU Femmes, Mars 2012) ;

## 9 ANNEXES

### 9.1 Annexe 1: Liste des personnes clés rencontrées

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
1	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>ENA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ André Nduwimane, Directeur de l'ENA</li> <li>✓ Wenceslas Nahimana, Directeur Adjoint Chargé du Perfectionnement et de la Formation Continue</li> <li>✓ Fulgence Nahayo, Directeur Adjoint chargé de la formation diplômante</li> <li>✓ Diomède Nzisabira, Professeur à l'ENA</li> <li>✓ Jean de Dieu Ndikumana, Professeur a L'ENA</li> </ul>	10/06/2013
2	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>CHAMBRE SECTORIELLE DE L'AGRIBUSINESS AU BURUNDI</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ François Butoke, Président de la Chambre sectorielle de l'Agri business au Burundi</li> </ul>	10/06/2013
3	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>CAPAD</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Anicet Nduwimana, Chargé de Programmes</li> <li>✓ Epaphrodite Semyampi, Chargé de la Communication et Renforcement des Capacités</li> </ul>	10/06/2013
4	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>CNTA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Eric Nibbogora, Responsable administratif et financier</li> </ul>	11/06/2013
5	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>BBIN</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pierre Claver Nduwumwami, Directeur de BBIN</li> </ul>	10/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
6	Visite des PTF	PNUD ✓ Mme Rose Ntunga, chargée du programme gouvernance ✓ Mr Daniel Gbetnkom, Economiste Principal	10/06/2013
7	Visite des IF & OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	VOLET C IF EDUCATION, BEPES, BEPEB, ENS ✓ Gert Janssens, Delco du Projet Formation Initial des Enseignants (FIE) ✓ Pascal Mukene, DI projet FIE ✓ Godelieve Ruratanditse (BEPES) ✓ Damien Bahenda (BEET) ✓ Rachel Bigawa Nsimize, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure chargée de la formation continue ✓ Chantal Bajinyura, DG des bureaux pédagogiques	11/06/2013
8	Visite des IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	CFPJ Centre de Formation et de Perfectionnement de la Justice ✓ Mme. Donavine Niyongere, Directrice du CFPJ ✓ M. Emmanuel Baribarira, Directeur Adjoint, chargé des études	11/06/2013
9	Visite des IF & OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	INSP ✓ M. Prosper Bigirimana, Directeur des Formations ✓ Ndayikeza Yvonne, Responsable de la Formation Continue	11/06/2013
10	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	GIZ : ADLP ✓ Philip Kusch, Conseiller Technique en Décentralisation ✓ Léopold Bapfutwabo, Conseiller Technique	12/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
11	Visite des partenaires nationaux clefs	<p>Ministère de la Fonction Publique et du Travail</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Léonard Kayobera, Le Secrétaire Permanent</li> <li>✓ Mme Denise Minani, Directrice des services de perfectionnement (DG du Travail)</li> <li>✓ Mme Espérance Habonimana, Directrice Générale de la Fonction Publique</li> <li>✓ Mr Prospère Nibasumba, Directeur du recrutement et du contrôle des effectifs</li> <li>✓ Mr. Audace Nkuzimana, chef de la cellule de la planification des RH, du budget et des suivis des projets (Secrétariat Permanent)</li> <li>✓ Mr. Richard Munezero, Porte-parole et chargé des relations avec les partenaires</li> </ul>	12/06/2013
12	Visite des IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>Programme de Renforcement des Capacités de Gouvernance Economique; Programme financé par le 'African Capacity Building Foundation' (ACBF)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Dr Jean Gilbert Barutwanayo, Coordonnateur du PRGE</li> <li>✓ Emmanuel Bigirndavyi, Expert chargé du Renforcement de capacités</li> </ul>	12/06/2013
13	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>OSCAR</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Daniel Coursoux, Régisseur Conseiller Technique Principal</li> </ul>	12/06/2013
14	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>ITABU/GIHANGA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Vivianne Simbize, Directrice</li> <li>✓ Joachin Bizindavyi, Directeur de l'Internat</li> </ul>	12/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
15	Visite des autres PTF	BAD (Banque Africaine de Développement) <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Amadou Abou Ba, Représentant Résident</li> <li>✓ Mr. Hercule Yamuremye, spécialiste en Développement social</li> <li>✓ Mr. Joël Tokindang, Economiste pays</li> </ul>	12/06/2013
16	Rencontre avec le Représentant CTB pour un débriefing	REPRESENTATION CTB <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Olivier Heck, Représentant Résident</li> <li>✓ Hervé Corbel, Chargé de Programmes</li> </ul>	13/06/2013
17	Rencontre avec l'attaché pour un débriefing	AMBASSADE DU ROYAUME DE Belgique <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Wilfried Fieremans, 1er Secrétaire d'Ambassade</li> <li>✓ Gertrude Nyabenda, chargée du programme Bourses</li> </ul>	13/06/2013
18	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	DIRECTION GENERALE DE LA PREVISION ET DE LA PLANIFICATION <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jeanine Hashazinka, Directeur Général de la planification générale</li> <li>✓ Baltazar Fengure, Conseiller en charge la stratégie nationale du Renforcement des capacités</li> </ul>	13/06/2013
19	Visite des IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH avec possibilité de partenariat	FACULTE D'AGRONOMIE <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ King Freedom, Doyen de la Faculté d'Agronomie</li> </ul>	13/06/2013
20	Visite des IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH avec possibilité de partenariat	FACULTE DE DOIT <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Egide Manirakiza, Vice Doyen</li> <li>✓ Stanislas Makoroka, Responsable des Activités du Projet Coopération</li> </ul>	13/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
21	Visite des interventions sectorielles	<p>Projet d'appui à la Police nationale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Merchiard Ruceke, Commissaire Adjoint chargé de à la formation</li> <li>✓ M. Roberto Rismini, Delco</li> <li>✓ M. Christophe Aspeel, ATI</li> <li>✓ M. Daniel Ndikumana, Directeur des Ressources Humaines (et coach du groupe de référence des processus clefs)</li> <li>✓ M. Tharcisse Yamuremye, directeur d'intervention du projet Police</li> </ul>	13/06/2013
22	Rencontre des acteurs de la Société Civile des secteurs prioritaires	<p>Syndicats du secteur de l'éducation et association de parents d'eleves</p> <p>6 représentants de syndicats des enseignants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Nyamuyenzi Severin, Représentant ANAPEE</li> <li>✓ Nkengurutse Gabriel, Syndicat CONAPES</li> <li>✓ Gapfundo Joseph, Syndicat SIPESBU</li> <li>✓ Nimbona Marguerite, Syndicat SEEPBU</li> <li>✓ Nyawakira Gilbert, Syndicat SYNAPEP</li> <li>✓ Nizigiyimana Frediane, Syndicat STEB</li> <li>✓ M. Pascal Mukene, DI du Projet d'appui à la Formation Initiale des Enseignants</li> </ul>	13/06/2013
23	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>ADISCO &amp; INADES-Formation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Léo Ndikunkiko, Secrétaire General Adjoint</li> <li>✓ Joseph Nigeze, Program Manager</li> </ul>	14/06/2013



No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
24	Visite des interventions sectorielles	<p>PROJET PAISS – Programme d'appui institutionnel au secteur de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Etienne Mugisho, ATI au SNIS</li> <li>✓ Mr. Spès Ndayishimye, ATN au SNIS</li> <li>✓ Mr. Barnabé Mahenehene, Directeur des Ressources humaines</li> <li>✓ Dr. Abdoulaye Mahamani, ATI volet appui à la gouvernance médicale en 2 provinces</li> <li>✓ Mr. Louis Barigenza, DI</li> <li>✓ Dr. Hamidou Myé, ATI volet appui RH</li> </ul>	14/06/2013
25	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>PROJET PAIOSA – Programme d'appui institutionnel et opérationnel à l'Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ François Luthereau, Co-responsable AI MINAGRI/PAIOSA</li> <li>✓ Emmanuel Grosjean, co-coordonateur du PAIOSA</li> <li>✓ Des représentants du Minagri</li> </ul>	14/06/2013
26	Visite des autres interventions sectorielles CTB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>PADLPC : Projet d'appui au développement local et à la participation citoyenne à la province de Cibitoke</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ M. Salvator Nduwimana - DI</li> <li>✓ Mme Murielle Hermouet – Delco</li> <li>✓ M. Désiré Nsabimana, Conseiller en Décentralisation</li> </ul>	17/06/2013
27	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>BARREAU DES AVOCATS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Isidore Rufyikiri, Bâtonnier d'ordre des Avocats</li> <li>✓ Chantal Nahishakiye, Secrétaire Exécutive</li> </ul>	17/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
28	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>2<sup>ème</sup> VICE PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ M. Thérèse Muyuku, Conseiller Principal au Bureau du Développement des Ressources Humaines, déléguée par le chef de cabinet adjoint</li> <li>✓ Jean Sindyigaya, Conseiller Principal au Bureau Socioculturel</li> <li>✓ Immaculée Ntiranyibagira, Conseiller au Bureau Socioculturel</li> <li>✓ Egide Ntunguhore, Conseiller au Bureau du Développement Ressources Humaines</li> </ul>	17/06/2013
29	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Audace Nkuzimana, Conseiller Planification des ressources humaines, du budget et suivi des projets au Cabinet du Secrétaire Permanent</li> </ul>	18/06/2013
30	Visite des acteurs nationaux clefs	<p>CNCA</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mr. Diomède Ntakiyica, cadre d'appui au CNCA ;</li> </ul>	18/06/2013
31	Visite de l'OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	<p>EDUCATION, DIRECTION GENERALE DES RH</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Protais Ndikuriyo, Directeur General des Ressources Humaines</li> <li>✓ Désiré Ndabambarire, Directeur du développement prévisionnel du personnel et de la formation continue</li> </ul>	18/06/2013
32	Visite des PTF	<p>PNUD</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mme Rose Ntunga – chargée du programme gouvernance</li> </ul>	18/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
33	Visite de l'OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	ISABU / PAIOSA-VDEVA <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Klaus Grütjen – coresponsable du Volet Recherche</li> <li>✓ Valérie Claes– Assistante Technique International Volet Recherche</li> <li>✓ Népomuscène Ntukamazina, Assistant DG et Responsable du VRECH</li> </ul>	18/06/2013
34	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	PAIOSA – Volet Semences <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Patrick Henri, Co-Responsable – Volet Semences</li> <li>✓ Jacqueline Kankindi, Assistante Technique du DG ONCCS (Office National de Contrôle et de Certification des Semences)</li> </ul>	18/06/2013
35	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	PAISS VOLET D : SECTEUR SANTE <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Luc Geysels, co-coordonateur du PAISS</li> </ul>	18/06/2013
36	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	Projet AEP (Enseignement Professionnel) – Projet AFPT (Formation professionnel et technique) <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Protais Nayuburundi, DI AEP ET AFPT</li> <li>✓ Isaac MINANI, Expert Pédagogie a la DG Education</li> <li>✓ Luc Demeester, Expert International en Adéquation formation-Emploi AFPT</li> <li>✓ Lorenzo Giacomini, ATI AEP</li> </ul>	19/06/2013
37	Visite des IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH avec possibilité de partenariat	FACULTE DE MEDECINE <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Prof Gabriel Ndayisaba, Doyen de la Faculté</li> <li>✓ Dr Joseph Nyandwi, Vice Doyen</li> </ul>	19/06/2013
38	Visite des OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	DIRECTION GENERALE DE LA PREVISION ET DE LA PLANIFICATION <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Baltazar Fengure, Conseiller en charge la stratégie nationale du Renforcement des capacités</li> </ul>	19/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
39	Visite du projet pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	VOLET D RENCONTRE SECTORIELLE JUSTICE ✓ Anne Sophie Oger, Assistante Technique Internationale	19/06/2013
40	Visite de l'IF pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	ISGE ✓ François Nibizi, Directeur ISGE ✓ Deo Nshimirimana, Directeur Adjoint	19/06/2013
41	Visite de l'OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	Ministère des Affaires Social - Point focal Genre ✓ Mme Estella Cimpaye, DG de la promotion de la femme & de l'égalité du genre ✓ Mme Godelieve Ininahazwe, Directeur de la promotion de la femme	19/06/2013
42	Débriefing de la mission de formulation du futur projet de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences	DEBRIEFING DELCO, DI ET RESPONSABLES VOLETS APPUI INSTITUTIONNELS ✓ DELCO ✓ DI ✓ Responsable volets Institutionnels	20/06/2013
43	Débriefing de la mission de formulation du futur projet de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences	DEBRIEFING REPRESENTATION CTB ✓ Olivier Heck Représentant Résident ✓ Hervé Corbel, Chargé de Programmes ✓ Evert Wauters, Chargé de Programmes	20/06/2013

No	Objet de Visites	Organisation et Personnes rencontrées	Date
44	Débriefing de la mission de formulation du futur projet de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences	DEBRIEFING AMBASSADE DE DU ROYAUME DE BELGIQUEAU BURUNDI <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Wilfried Fiermans, Premier Secrétaire</li> <li>✓ Gertrude Nyabenda, Chargée de Programmes Bourses Ambassade</li> </ul>	20/06/2013
45	Réunion de la SMCL de restitution de la mission de la formulation du futur programme de renforcement de capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences	RESTITUTION DE L'AIDE MEMOIRE <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Représentants de la SMCL</li> </ul>	21/06/2013
46	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH	PAIOSA - VOLET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Valérie Delaunois, ATI</li> </ul>	21/06/2013
47	Visite des IF &OB pour s'enquérir de l'état des lieux sur le DRH avec possibilité de partenariat	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA) <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ André Nduwimana, Directeur</li> <li>✓ Wenceslas Nahimana, Directeur Adjoint</li> </ul>	21/06/2013
48	Visite pour s'enquérir de l'état des lieux des dispositifs de l'AUF avec possibilité de partenariat	AUF <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Jean Paul Mortelette, Représentant Résident de l'Agence</li> </ul>	27/06/2013

## 9.2 Annexe 2: PV de la réunion de la SMCL de restitution de la mission de formulation (21/06/2103)



**CTB BURUNDI**

**AGENCE BELGE  
DE DEVELOPPEMENT**

REUNION DE LA SMCL DE RESTITUTION DE LA MISSION DE FORMULATION DU FUTUR PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES ET ORGANISATIONNELLES PAR LA FORMATION ET L'ACQUISITION DE NOUVELLES COMPETENCES (BDI 10 88 80 01)

Le Vendredi 21 juin 2013 à 9 H 30 s'est tenue la réunion de restitution de l'aide mémoire pour la formulation du projet de « renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences », dans les locaux de la CTB à Bujumbura.

### **Etaient présents**

Mr Jean Marie SAHABO	Conseiller à la Direction Europe, représentant le Ministère des Relations extérieures et de la Coopération Internationale.
Mr Venant NDIMURUVUGO	Conseiller au cabinet, représentant du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique.
Mme Denise MINANI	Directrice du Perfectionnement au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
Mr Audace NKUNZIMANA	Responsable des Ressources Humaines au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
Mr Jean Bosco HITIMANA	Conseiller juridique auprès du Secrétaire Permanent, représentant du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.
Mme Estelle CIMPAYE	Directrice générale de la promotion de la Femme et de l'Egalité des Genres, représentant le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine, et du Genre.
Mme Marie Rose NIYIZOBAZA	Responsable de la gestion des ressources Humaines, représentant le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
Mr Wilfried FIEREMANS	Attaché de coopération internationale, représentant de l'Ambassade de Belgique ;

Mr Hervé CORBEL	Chargé de programme, représentant de la Coopération Technique Belge Burundi.
<b>Etaient invités</b>	
Mr TUNGUHORE Egide	Conseiller à la deuxième vice présidence
Mr Déo NSHIMIRIMANA	Directeur Adjoint de l'Institut Supérieur de Gestion des Entreprises
Patrick STOOP	Consultant international
Ann DEDEURWAERDERE	Conseiller des opérations, responsable de la mission de formulation du projet, CTB siège.
CIZA Boniface	Consultant national.
Marie Louise NTITEGEKWA	Chargé des Bourses, Coopération Technique Belge ;
Gertrude NYABENDA	Chargé de programme Bourses, Ambassade de Belgique
<b>Etaient absents</b>	
Mr Liboire BIGIRIMANA	Secrétaire Permanent, représentant du Ministère de l'Enseignement de base, de l'enseignement des métiers de la formation professionnelle, et de l'alphabétisation.
Mr Edouard MINANI	Coordinateur des Appuis Institutionnels et opérationnels à la Justice, représentant du Ministère de la Justice et Garde des Sceaux.
Mr Gérard NYANDWI	Secrétaire Permanent, représentant du Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation

**Ordre du jour :**

Présentation de l'aide mémoire de restitution de la mission de formulation. Le document est en annexe et validation des propositions

**Déroulement de la réunion**

Les points suivants ont été abordés :

- B. Orientations Stratégiques
- C. propositions d'opérationnalisation de la fiche d'identification (cadre logique)
- D. Bénéficiaires
- E. Modalités d'exécution
- F. Conditions de succès
- G. Prochaines étapes

Concernant le point C, la mission propose tout d'abord un changement vis-à-vis de la fiche d'identification, concernant la modification du titre du projet, de l'objectif général, de l'objectif spécifique :

	Selon la fiche d'identification	Nouvelle formulation proposée
TITRE DU PROJET	Renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles par la formation et l'acquisition de nouvelles compétences	Projet d'Appui au Développement des Ressources Humaines (PADRH)
OBJECTIF GENERAL	Les capacités humaines pour le développement du Burundi sont durablement renforcées	Les capacités individuelles, organisationnelles, institutionnelles et sociétales sont durablement renforcées en phase avec les besoins de développement socio-économique du Burundi.
OBJECTIF SPECIFIQUE	Les capacités institutionnelles et organisationnelles des institutions bénéficiaires de la coopération bilatérale par la formation de leur personnel sont améliorées.	Les ressources humaines des organisations bénéficiaires des secteurs prioritaires de la coopération belgo-burundaise sont durablement développées en phase avec leurs besoins stratégiques.

Les membres de la SMCL ont validé ces recommandations de changement d'intitulé.

Concernant le point E, la mission propose :

1. Une modification de la composition de la SMCL pour la mise en œuvre du projet, avec l'idée de restreindre celle-ci aux Ministères transversaux et de tutelle ci dessous :
  - Le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (président)
  - La 2<sup>ème</sup> Vice-présidence de la République
  - Le Ministère des Finances et de la Planification du développement économique (ordonnateur)
  - Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
  - Le Ministère à la Présidence chargée de la Bonne Gouvernance et à la Privatisation
  - Le/ la Responsable de la coordination de la SNRC
  - La CTB – ResRep (co-ordonnateur)



2. La mise en place d'un Comité Technique Intersectoriel, qui lui comprendrait au contraire des représentants de tous les Ministères Techniques partenaires actuels et à venir de la Coopération Belge :

- Le responsable (DI) et co-responsable (Delco) du PADRH ;
- Les responsables RH des ministères sectoriels concernés ;
- Les coordinateurs des Programmes ou Delco des projets des secteurs concernés
- Un représentant du secteur privé et un représentant de la société civile (FORSC)

Les membres de la SMCL ont validé ces deux recommandations concernant les modalités d'exécution.

Les débats ont porté sur les points suivants :

*Cadre d'intervention : que veut-on dire par formation isolée et formation consommation ?* Depuis longtemps des initiatives ponctuelles de formation ont été prises, mais il s'agissait de formations sans accompagnement et suivi, et sans réunir les conditions pour que le résultat attendu de cette formation puisse se manifester. Ces formations ne pouvaient donc pas permettre un vrai développement des Ressources Humaines au sein de l'institution. La formation doit désormais s'inscrire dans un parcours cohérent.

*Synergie avec les autres programmes CTB ?* Ils ont déjà des composantes DRH, et donc ce projet doit être complémentaire avec ce qui est déjà prévu à leur niveau.

*Calendrier de la Validation de la SNRC ?* Un retard a été provoqué par la non disponibilité des consultants recrutés par le PNUD, ce qui a induit un décalage du processus de validation à début juillet. Le gouvernement prendra ses responsabilités pour qu'avant le mois de septembre cette SNRC soit validée.

*Ancrage de la SNRC ?* Il est prévu que la Direction générale de la planification relevant du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique soit en charge de la Coordination de la mise en œuvre de la SNRC, car celui-ci relève, comme la plupart des Ministères Techniques, de la Deuxième Vice Présidence. Par ailleurs, un ancrage au niveau du Ministère de la Fonction Publique, rattaché par ailleurs à la Première Vice Présidence, ne permettrait d'avoir une couverture des acteurs non étatiques, qui est pourtant prévu par la SNRC. Toutefois ceci ne pourra être confirmé qu'après la validation de la SNRC.

*Composition de la SMCL : pourquoi le Ministère de l'Enseignement de Base n'est pas représenté à ce niveau ?* Ceci est nécessaire car à ce niveau seront discutées essentiellement les orientations stratégiques transversales et non sectorielles. Par ailleurs il sera difficile d'avoir une SMCL à la fois juge et partie, car ces Ministères sont aussi des Bénéficiaires des actions prévues au DTF.

*Représentation de la société civile :* il faudra veiller à avoir une représentation tournante, pour ne pas avoir toujours les mêmes organisations comme membre du Comité Technique Intersectoriel ;

*Différence entre le responsable du projet et le gestionnaire opérationnel au sein de l'Unité de Gestion ?* Le premier est beaucoup plus impliqué dans l'appui au niveau des organisations bénéficiaires pour définir et mettre en place une stratégie DRH, et le second dans la mise en œuvre et le suivi des actions de renforcement des compétences une fois définies.

*Durée de 5 ans de ce projet : que se passera t il ensuite ?* La logique de la Coopération Belge est de poursuivre son appui dans les prochains PIC sur ces mêmes thèmes. Par ailleurs l'appui aux secteurs de concentration est d'ores et déjà prévu pour 12 années à partir du PIC 2010 – 2013. Les membres de la SMCL ont validé la recommandation du passage de 3 à 5 ans de mise en œuvre du projet.

*Répartition du Budget entre les Résultats, et entre les types de bénéficiaires ?* Ceci sera défini plus tard, le temps a manqué pour déterminer des montants, même estimatifs. Les résultats 3 et 4 auront bien entendu la part la plus importante du budget. Le DTF va indiquer des cibles à travers diverses lignes budgétaires.

*Changement de paradigme vis-à-vis de l'ancien programme Bourse ?* L'évaluation du programme Bourses a montré que de bons résultats ont sans doute été atteints au plan des individus bénéficiaires mais pas vraiment pour le développement du Burundi, en raison du départ des personnes formées. Ce nouveau projet cherche donc à adopter une nouvelle stratégie et approche pour que les ressources humaines des organisations bénéficiaires soient véritablement développées. Les Bourses académiques continueront d'être attribuées dans le cadre de la coopération interuniversitaire (VLIR/CUD).

*Quand se fera l'identification des institutions de formations comme organisations bénéficiaires ?* Des critères d'éligibilité seront définis dans le DTF pour cela. Le choix se fera au début du projet. L'une des dimensions du renforcement de ces institutions portera sur une approche d'apprentissage adaptée aux groupes cibles.

*Choix des organisations bénéficiaires :* attention à faire en sorte que les institutions en dehors de Bujumbura ne soient pas oubliées.

La réunion a pris fin à 11H 30

**Bujumbura le 21 juin 2013**

Mr Jean Marie SAHABO



Conseiller à la Direction Europe, représentant le Ministère des Relations extérieures et de la Coopération Internationale.

Mr Venant NDIMURUVUGO



Conseiller au cabinet, représentant du Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique.

Mme Denise MINANI



Directrice du Perfectionnement au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale

Mr Audace NKUNZIMANA



Responsable des Ressources Humaines au Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale

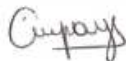
Mr Jean Bosco HITIMANA



Conseiller juridique auprès du Secrétaire Permanent, représentant du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida.

5

Mme Estelle CIMPAYE



Directrice générale de la promotion de la Femme et de l'Égalité des Genres, représentant le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine, et du Genre.

Mme Marie Rose NIYIZOBAZA



Responsable de la gestion des ressources Humaines, représentant le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ;

Mr Wilfried FIEREMANS



Attaché de coopération internationale, représentant de l'Ambassade de Belgique ;

Mr Hervé CORBEL



Chargé de programme, représentant de la Coopération Technique Belge Burundi.

### 9.3 Annexe 3: PV DRAFT de la réunion de la SMCL de validation technique du DTF (05/11/2013)

REUNION DE LA SMCL EN VUE DE LA VALIDATION TECHNIQUE DU DTF DU PROJET D'APPUI AUX ORGANISATIONS BURUNDAISES PAR LE RENFORCEMENT DES COMPETENCES DES RESSOURCES HUMAINES (BDI 10 88 80 01)

Le mardi 5 novembre 2013 à 9 H 00 s'est tenue la réunion de présentation et de validation technique du DTF du projet PAORC – 10 8880 11 dans les locaux de la CTB à Bujumbura.

#### **Etaient présents**

Mr Jean Marie SAHABO	Conseiller à la Direction Europe, représentant le Ministère des Relations extérieures et de la Coopération Internationale.
Mr TUNGUHORE Egide	Conseiller à la Deuxième Vice Présidence
Mr Léonard KAYOBERA Ministère de Sécurité	Secrétaire Permanent, représentant du la Fonction Publique, du Travail et de la Sociale
Mr Venant NDIMURUVUGO des	Conseiller au cabinet, représentant du Ministère Finances et de la Planification du Développement Economique.
Mr Hervé CORBEL	Chargé de programme, représentant de la Coopération Technique Belge Burundi.

#### **Etaient invités**

Mr Wilfried FIEREMANS représentant	Attaché de coopération internationale, de l'Ambassade de Belgique ;
Mme Marie Louise	Chargé du programme Bourses à la CTB

#### **Ordre du jour :**

Présentation et validation technique du DTF du projet PÄORC : « projet d'appui aux organisations Burundaises par le renforcement des compétences des Ressources humaines ».

Après présentation par la CTB du DTF, et réponse par ailleurs à quelques questions d'éclaircissements, les membres de la SMCL ont fait les remarques et recommandations suivantes :

- La partie Belge demande au représentant de la 2<sup>ème</sup> Vice présidence de déterminer ce que sera l'ancrage de la structure en charge de la coordination et du pilotage de la SNRC, car ceci est nécessaire pour déterminer l'ancrage de l'Unité de Gestion du futur projet et par ailleurs le résultat 1 du projet prévoit d'appuyer cette structure donc il est nécessaire de l'identifier avant le comité de contrôle de la qualité du DTF. Il est proposé par les membres de la SMCL que cette réponse soit fournie dans un délai le plus bref possible. Le représentant de la 2<sup>ème</sup> Vice Présidence s'est engagé à répondre d'ici une semaine au maximum. Le représentant du Ministère de la Fonction Publique estime que les décideurs doivent tenir compte du rôle spécifique de son Ministère dans la mise en œuvre de la SNRC avant de prendre une décision.
- Les membres de la SMCL recommandent de préciser à partir de la page 34 d'une part ce que devrait contenir le dossier d'appel à manifestation d'intérêt et d'autre part le processus de sélection des organisations par le projet avec avis du comité technique intersectoriel
- Les membres de la SMCL recommandent de préciser en page 75 au point 5.3 les raisons qui ont fait que la totalité du budget est en régie, et suggère de développer une argumentation dans ce sens, y compris en indiquant que régie ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas co décision avec la partie Burundaise.
- Les membres de la SMCL recommandent de préciser en page 52 comme institution bénéficiaire relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur l'Institut de Pédagogie Appliquée, dont seront issus une partie des futurs enseignants de l'école fondamentale, et recommandent aussi d'inclure ce Ministère dans la liste des Ministères du Comité Technique Sectoriel en raison justement de son rôle dans la formation des enseignants du fondamental.

Sous réserve de la prise en compte de ces recommandations, les membres de la SMCL valident le Dossier Technique et Financier du projet PAORC, et par ailleurs suggèrent de retenir une abréviation plus élégante pour ce projet, à savoir PARC plutôt que PAORC.

La séance a pris fin à 11H 30.

Mr Jean Marie SAHABO

Conseiller à la Direction Europe, représentant le  
Ministère des Relations extérieures et de la  
Coopération Internationale.

Mr TUNGUHORE Egide

Conseiller à la Deuxième Vice Présidence

Mr Léonard KAYOBERA  
Fonction  
Sociale

Secrétaire Permanent au Ministère de la  
Publique, du Travail et de la Sécurité

Mr Venant NDIRURUVUGO  
des

Conseiller au cabinet, représentant du Ministère  
Finances et de la Planification du Développement  
Economique.

Mr Wilfried FIEREMANS

Premier secrétaire, Ambassade de Belgique

Mr Hervé CORBEL

Chargé de programme, représentant de la  
Coopération Technique Belge Burundi.